

Direction de l'Administration Générale
et de la Réglementation (1^{ère} Direction)
1^{er} Bureau

ME/MT

N°54.815

Captage de la Basse Vallée de la DOLLER

Syndicat Intercommunal d'A.E.P. de HEIMSBRUNN et environs

Ville de MULHOUSE

Commune de MORSCWILLER-LE-BAS
Commune de REININGUE

ALIMENTATION EN EAU POTABLE

Fixation des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau

DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

LE PREFET DU HAUT-RHIN
Chevalier de la Légion d'Honneur

- VU le Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;
- VU le chapitre 3 du Code de la Santé Publique, notamment les articles L20 et L20.1 modifiés par les articles 7 et 8 de la loi n°64-1245 du 16 décembre 1964 ;
- VU les articles 4-1 et 4-2 du décret n°61-859 du 1^{er} août 1961 modifiée par l'article 1^{er} du décret n°67-1093 du 15 décembre 1967 ;
- VU l'article 113 du Code rural sur la dérivation des eaux non domaniales et la circulaire du Ministère de l'Agriculture en date du 15 juin 1965, relative à la procédure d'enquête d'utilité publique précédant toute dérivation d'eaux non domaniales ;
- VU les arrêtés préfectoraux autorisant la dérivation des eaux pour l'alimentation en eau potable pour :
- le Syndicat Intercommunal d'A.E.P. de HEIMSBRUNN et environs, en date du 17 décembre 1956 ;
 - la Ville de MULHOUSE, en date du 27 février 1960 ;
 - la Commune de MORSCWILLER-LE-BAS, en date du 17 août 1955 ;
 - la Commune de REININGUE, en date du 18 décembre 1950 ;
- VU les délibérations sollicitant la déclaration d'utilité publique des travaux des protection prévus par le Code de la Santé Publique ;

- du Comité Syndical du Syndicat Intercommunal d'A.E.P. de HEIMSBRUNN et environs, en date du 03 novembre 1970 ;

- du Conseil Municipal de la Commune de MORSCHWILLER LE BAS, en date du 03 décembre 1970 ;

- du Conseil Municipal de la Commune de REININGUE, en date du 28 avril 1972 ;

VU le rapport du service de la carte géologique d'Alsace et de Lorraine en date du 08 septembre 1972 ;

VU l'arrêté préfectoral du 12 septembre 1977 portant ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique de la fixation des périmètres de protection des points de prélèvement des eaux ;

VU le dossier mis à l'enquête du 03 octobre 1977 au 19 novembre 1977 et les observations déposées au cours de l'enquête ;

VU l'avis du Commissaire Enquêteur ;

VU l'avis des Sous-Préfets de MULHOUSE et THANN ;

VU le rapport de Monsieur l'Ingénieur en Chef, Directeur Départemental de l'Agriculture en date du 03 mars 1978 sur les résultats de l'enquête ;

SUR la proposition de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture ;

ARRETE

ARTICLE 1er – Sont déclarés d'utilité publique les travaux de protection ci-après désignés en vue de la protection des points d'alimentation en eau potable de la Basse Vallée de la Doller (Syndicat Intercommunal d'A.E.P. de HEIMSBRUNN et environs – Ville de MULHOUSE – Commune de MORSCHWILLER LE BAS – Commune de REININGUE).

Il est établi autour du point d'eau :

- un périmètre de protection immédiate ;

- un périmètre de protection rapprochée ;

dont les limites, précisées dans l'annexe ci-jointe, figurent sur les cartes également annexées au présent arrêté.

ARTICLE 2– Prescriptions imposées à l'intérieur des périmètres de protection.

2.1 – Périmètre de protection immédiate :

A l'intérieur de ce périmètre sont interdits tous dépôts, installations ou activités autres que ceux strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien des points d'eau.

Les terrains formant ce périmètre seront acquis en pleine propriété par la collectivité et clôturés.

La clôture autour des puits à drains rayonnants sera établie au moins à 50m de l'axe de chaque ouvrage.

2.2 – Périmètre de protection rapprochée.

2.2.1 – ZONE A :

2.2.1.1 – Activités interdites :

- le dépôt d'ordures ménagères, d'immondices, de débris et produits radioactifs et d'une manière générale tout déversement, écoulement, jet ou dépôt susceptible d'altérer la qualité des eaux ;
- l'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières ;
- la construction d'installations d'épuration d'eaux usées domestiques ou industrielles ;
- l'épandage ou l'infiltration d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle ;
- le stockage de tous produits ou substances destinés à la fertilisation ou à la désinfection des sols, à la lutte contre les ennemis des cultures ou à la régularisation de la croissance des végétaux ;
- l'épandage des produits ou substances précités lorsqu'ils ne sont pas homologués par le Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural ou lorsqu'ils sont utilisés à des doses d'emploi supérieures à celles prescrites par les fabricants ou les règlements en vigueur ; n'est pas visé dans cette interdiction l'usage de la fumure organique naturelle ;
- l'implantation de canalisations transportant des d'hydrocarbures liquides ou de tous autres produits liquides reconnus toxiques ou susceptibles de polluer la nappe ;
- les installations de stockages d'hydrocarbures liquides, qu'elles soient ou non déjà soumises aux formalités réglementaires de déclaration ou autorisation en application de la réglementation en vigueur, et que ces stockages soient prévus enterrés, ou à l'air libre, ou à l'intérieur d'un bâtiment ;
- l'implantation ou la construction de manufactures ateliers, usines, magasins, chantiers et de tous établissements industriels, commerciaux ou agricoles qu'ils relèvent ou non de la législation sur les établissements classés ;
- Les constructions superficielles ou souterraines lorsqu'il y est produit des eaux usées d'origine industrielle ;
- des ouvrages de transport des eaux usées d'origine industrielle, qu'elles soient brutes ou épurées ;
- les constructions superficielles ou souterraines lorsqu'il y est produit des eaux usées d'origine domestique ;
- des ouvrages de transport des eaux usées d'origine domestique, qu'elles soient brutes ou épurées ;

- est autorisée à titre dérogatoire :

* la poursuite de l'exploitation de la ferme LESAGE dans les limites actuelles de ses activités, à condition que toutes les installations susceptibles d'altérer la qualité des eaux fassent l'objet de dispositions de sécurités spéciales soumises à agréments, dans les conditions du présent arrêté (stockage d'hydrocarbures, stockage de produits et substances destinés à la fertilisation ou à la désinfection des sols, épandage ou infiltration d'eau usées, installation de dépôts, etc...).

2.2.1.2 – Activités réglementées :

2.2.1.2.1 - doivent être déclarés, avant toute exécution, en vue de la fixation des conditions particulières de réalisation imposées pour la protection des eaux souterraines :

- l'ouverture et le remblaiement d'excavations susceptibles de mettre en cause la protection des eaux souterraines ;
- le camping et le caravanning ;
- la construction ou la modification de voies de communications ainsi que leurs conditions d'utilisation ;
- les ouvrages de transport d'eaux propres en provenance de la nappe destinées à l'industrie ;
- le forage de puits ;

Dans la traversée des zones A du périmètre de protection rapprochée, l'autoroute A 36 doit satisfaire aux prescriptions suivantes :

- a) – revêtement étanche des chaussées, terre-plein central et accotements à l'exception des massifs plantés existants qui seront recouverts de terre végétale, à un niveau supérieur à celui des chaussées ;
- b) – canalisation des eaux de ruissellement par des ouvrages étanches jusqu'à un dispositif de déshuilage, puis évacuation hors du périmètre de protection rapprochée ;
- c) – protection renforcée par talus infranchissable ou dispositif de même efficacité de chaque côté de l'autoroute ;
- d) – installation d'une signalisation limitant à 50km/heure la vitesse des camions transportant des produits nocifs (hydrocarbures, produits chimiques toxiques, produits radioactifs) ;

2.2.1.2.2 – Le pacage des animaux est admis sous réserve d'une densité inférieure à 5 UGB/ha et en l'absence de locaux de stabulation.

XXXXXXXXXXXX

2.2.2 – ZONE B :

2.2.2.1 – Activités interdites :

- le dépôt d'ordures ménagères, d'immondices, de détritux et produits radioactifs et d'une manière générale tout déversement, écoulement, jet ou dépôt susceptible d'altérer la qualité des eaux ;
- l'ouverture et l'exploitation de carrières ou de gravières, à l'exception de celles sises sur le territoire des Communes de BURNHAUPT-LE-BAS (lieudit Muhlenwald) et de REININGUE (lieudit Sohle). Leur exploitation se fera conformément aux arrêtés préfectoraux n°36-838 du 10 juin 1974 (BURNHAUPT-LE-HAUT) et n°44-363 du 17 novembre 1975 modifié le 08 avril 1976 (REININGUE) ;
- les installations collectives d'épuration d'eaux usées domestiques ;
- les installations d'épuration d'eaux usées industrielles à l'exception des cas visés à l'article 2.2.2.2.1 liés à des activités existantes ;
- l'épandage, l'infiltration, l'injection et le transport (aérien ou enterré) des matières visées par l'arrêté du 15 avril 1945 sur le transport des matières dangereuses et des arrêtés subséquents, hormis le transport des eaux usées d'origine domestique visé à l'article suivant et à l'exception des cas visés à l'article 2.2.2.2.1 liés à des activités existantes ;
- le transport par canalisations enterrées des autres matières susceptibles de polluer la nappe à l'exception des cas visés à l'article 2.2.2.2.1 liés à des activités existantes ;
- Les constructions superficielles ou souterraines lorsqu'il y est produit des eaux usées d'origine industrielle ;

2.2.2.2 – Activités réglementées :

2.2.2.2.1 - doivent être déclarés, avant toute exécution, en vue de la fixation des conditions particulières de réalisation imposées pour la protection des eaux souterraines :

- les canalisations permettant l'évacuation, hors du périmètre de protection des eaux usées des industries existantes dans le cadre de leur activité actuelle ;
- les installations de prétraitement des eaux usées des usines et installations existantes, lorsque ce prétraitement est nécessaire à la conservation des canalisations d'évacuation ;
- les installations individuelles d'épuration d'eaux usées domestiques ;
- les transports en aérien des matières susceptibles de polluer la nappe autres que celles visées par l'arrêté du 15 avril 1945, visé à l'article précédent et par les arrêtés subséquents ;
- l'implantation ou la construction de manufactures ateliers, usines, magasins, chantiers et de tous établissements industriels, commerciaux ou agricoles qu'ils relèvent ou non de la législation sur les établissements classés ;
- les constructions superficielles ou souterraines lorsqu'il y est produit des eaux usées d'origine domestique ;

- des ouvrages de transport d'eaux usées d'origine domestique qu'elles soient brutes ou épurées ;
- le forage de puits ;
- l'ouverture et le remblaiement d'excavations susceptibles de mettre en cause la protection des eaux souterraines ;
- le camping et le caravanning ;
- la construction ou la modification de voies de communications ainsi que leurs conditions d'utilisation ;

2.2.2.2.2 – Les installations de stockages d'hydrocarbures liquides, qu'elles soient ou non déjà soumises aux formalités réglementaires de déclaration ou autorisation en application de la réglementation en vigueur, et que ces stockages soient prévus enterrés, ou à l'air libre, ou à l'intérieur d'un bâtiment, doivent répondre aux conditions suivantes :

- les réservoirs à sécurité renforcée sont les seuls types de réservoirs admis en stockage enterré ;
- les réservoirs aériens doivent être implantés dans une cuvette de rétention d'une capacité au moins égale au plus grand des deux volumes ci-après :
 - * 100% de la capacité de l'unité la plus importante qu'elle contient ;
 - * 50% de la capacité totale de l'ensemble des réservoirs qu'elle contient.

2.2.2.2.3 – En ce qui concerne le stockage de tous produits ou substances destinés à la fertilisation ou à la désinfection des sols, à la lutte contre les ennemis des cultures ou à la régularisation de la croissance des végétaux, il est précisé que ne sont admis que les produits homologués par le Ministère de l'Agriculture, sous réserve que les doses d'emploi ne soient pas supérieures à celles prescrites par les fabricants ou les règlements en vigueur.

Le stockage ou l'épandage des produits précités est interdit lorsqu'ils ne sont pas homologués par le Ministère de l'Agriculture.

Ne fait l'objet d'aucune interdiction, l'usage de la fumure organique naturelle.

2.2.2.3 – Dans la traversée des zones B du périmètre de protection rapprochée, l'autoroute A 36 doit satisfaire aux prescriptions suivantes :

- a) – canalisation à partir du péage de BURNHAUPT LE BAS des eaux de ruissellement par des ouvrages étanches jusqu'à un dispositif de déshuilage et évacuation en dehors du périmètre de protection ;
- b) – le hangar à sel de BURNHAUPT LE BAS sera installé sur une aire étanche limitée par un mur empêchant l'écoulement des eaux de pluies et recouvert d'une toiture étanche également. La nappe sera surveillée à l'aval de ce dépôt par deux piézomètres ;

Sur le C.D. entre MORSCHWILLER et LUTTERBACH la circulation des camions transportant des produits nocifs, (hydrocarbures, produits chimiques, produits radioactifs), est interdite. Sur toutes les autres routes et sur l'autoroute A 36 la vitesse des camions transportant des produits nocifs est limitée à 50km/heure.

~~~~~

**2.2.2.4** – Peuvent être interdits ou réglementés et doivent, de ce fait, être déclarés dans les mêmes conditions qu'aux paragraphes 2.2.1.1 et 2.2.2.2., toutes activités ou tous faits susceptibles de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau.

**ARTICLE 3 – Réglementation des activités, installations et dépôts existante à la date du présent arrêté.**

Les installations, activités et dépôts visés à l'article 2, existants dans les zones A et B, dans le périmètre de protection rapprochée à la date du présent arrêté, seront recensés par les soins des collectivités propriétaires des points d'eau pour lesquels les périmètres sont fixés et la liste en sera transmise au Préfet du Haut-Rhin.

**– Installations interdites**

Il sera statué sur chaque cas par décision administrative qui pourra, soit interdire définitivement l'installation, soit subordonner la poursuite de l'activité au respect de conditions en vue de la protection des eaux.

Un délai sera fixé dans chaque cas au propriétaire intéressé, soit pour cesser l'activité, soit pour satisfaire aux conditions fixées ; ce délai ne pourra pas excéder trois ans.

**- Installations soumises à déclaration.**

Il sera statué sur chaque cas par décision administrative qui fixera, s'il y a lieu, au propriétaire de l'installation en cause, les conditions à respecter pour la protection des eaux ainsi que le délai dans lequel il devra être satisfait à ces conditions ; ce délai ne pourra excéder trois ans.

- L'application éventuelle de cet article donnera lieu à indemnité fixée comme en matière d'expropriation.

**ARTICLE 4 – Réglementation des activités, installations et dépôts dont la création est postérieure au présent arrêté.**

Le propriétaire d'une installation, activité ou dépôt réglementé, conformément à l'article 2 ci-dessus, doit, avant tout début de réalisation, faire part au Préfet du Haut-Rhin (1<sup>ère</sup> Direction – 3<sup>ème</sup> Bureau) de son intention, en précisant :

- les caractéristiques de son projet et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau ;
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Il aura à fournir tous les renseignements complémentaires susceptibles de lui être demandés.

L'enquête hydrogéologique éventuellement prescrite par l'Administration sera faite par le géologue officiel aux frais du pétitionnaire.

L'Administration fera connaître les dispositions prescrites en vue de la protection des eaux dans un délai maximum de trois mois à partir de la fourniture de tous les renseignements ou documents réclamés.

Sans réponse de l'Administration au bout de ce délai, seront réputées admises les dispositions prévues par le pétitionnaire.

**ARTICLE 5** – En tant que de besoin, des arrêtés préfectoraux définiront les règles auxquelles devront satisfaire les installations, activités et dépôts réglementés par application de l'article 2.

**ARTICLE 6** – Le Président du Syndicat Intercommunal d'A.E.P. de HEIMSBRUNN et environs, les Maires de MULHOUSE, MORSCHWILLER LE BAS et REININGUE, sont autorisés, chacun en ce qui le concerne, à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, les terrains nécessaires à la réalisation du projet (périmètre de protection immédiate).

Les expropriations éventuellement nécessaires devront être réalisées dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

**ARTICLE 7** – Le présent arrêté annule et remplace, dans la mesure où elles leur sont contraires, les dispositions antérieures prévues aux arrêtés préfectoraux des 18 décembre 1950, 17 août 1955, 17 décembre 1956, 27 février 1960, et 18 février 1960 modifié le 04 juin 1965.

#### **ARTICLE 8 – Sanctions**

- la mise en œuvre à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée d'activités, installations et dépôts interdits par le présent arrêté ;

- l'absence de déclaration des activités réglementées à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée ;

- la non-conformité des réalisations avec les prescriptions imposées par application du présent arrêté ;

Sont justiciables des dispositions législatives et réglementaires en vigueur concernant les déversements, écoulements, jets, dépôts directs ou indirects d'eau ou de matières et notamment des dispositions de la loi n°64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution.

**ARTICLE 9** – Les périmètres rapprochés A et B seront complétés par une zone C qui fera l'objet d'un arrêté préfectoral ultérieur, après nouvelle enquête publique.



- ARTICLE 10** – Le Secrétaire Général du Haut-Rhin,
- les Sous-Préfets de MULHOUSE et THANN,
  - le Président du Syndicat Intercommunal d'A.E.P. de HEIMSBRUNN et environs,
  - les Maires de ASPACH-le-BAS, BURNHAUPT-le-HAUT, BURNHAUPT-le-Bas, HEIMSBRUNN, LUTTERBACH, MORSCHWILLER-le-BAS, MULHOUSE, PFASTATT, REININGUE, SCHWEIGHOUSE-THANN, WITTELSHEIM,
  - l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture,
  - l'Ingénieur en Chef, Directeur départemental de l'Equipement ;
  - l'Ingénieur des Mines,
  - l'Inspecteur des Etablissements Classés,
  - le Directeur Départemental de l'Action Sanitaire et Sociales,
  - l'Ingénieur des Ponts et Chaussées, Service de la Navigation à MULHOUSE,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la Préfecture du Haut-Rhin.

Fait à Colmar, le 17 avril 1978

LE PREFET

**Signé : Gilbert MASSON**

## **PERIMETRES DE PROTECTION**

### **1) – Périmètre de protection immédiate**

#### **a) – Captages de la Ville de MULHOUSE :**

Pour les forages et puits à drains rayonnants de Hirtzbach et de Reiningue (74 et 78) les tracés des périmètres de protection immédiate correspondent à ceux indiqués sur les plans au 1/2.000° 2a et 2b.

#### **b) – Forage de REININGUE :**

Ce périmètre sera limité par le chemin rural au Sud et par des lignes à 20m du forage dans les autres directions (cf. plan 2c).

#### **c) – Forage du Syndicat de HEIMSBRUNN et de la Commune de MORSCHWILLER-le-BAS**

Ce périmètre sera limité par un carré dont les côtés seront au moins à 20m du forage (cf. plans 2d et 2e).

### **2) – Périmètre de protection rapprochée :**

#### **I – ZONE A :**

##### **a) – Captages de la Ville de MULHOUSE :** (cf. plans 2a et 2b)

##### **- Zone du HIRTZBACH :**

Le tracé de ce périmètre correspond à celui indiqué sur le plan 2a au 1/2.000°.

##### **- Zone du REININGUE :**

Ce périmètre est limité :

- au Nord : par le fossé Pfitergraben jusqu'à son intersection avec un chemin rural ;

- à l'Est : par ce chemin rural, un deuxième à angle droit, la limite entre les parcelles 65 et 66 (section 82, Commune de REININGUE), la limite entre les parcelles 72 et 73 (section 82, Commune de REININGUE), puis une droite jusqu'à l'intersection d'un chemin rural avec le fossé Grossackergraben ;

.../...

- au Sud : par le fossé dit Grossackergraben, puis 2 chemins ruraux jusqu'à la limite de la parcelle 95 (section 82, Commune de REININGUE) ;

- à l'Ouest : le long de limites de parcelles, puis une droite jusqu'à l'intersection des fossés Oelgraben et Dorfgraben, puis une droite jusqu'à l'intersection rue du Bourg et fossé Thormattengraben ;

**b) – Forage de REININGUE :** (cf. plan 2c)

Le périmètre rapproché Zone A est limité :

- au Nord : par le Klosterweg ;

- à l'Est : par un chemin rural, puis le prolongement d'une limite de parcelles jusqu'à la Doller ;

- au Sud : par la Doller ;

- à l'Ouest : par le Klostermuhlenweg, prolongé jusqu'à la Doller.

**c) – Forage du Syndicat de HEIMSBRUNN** (cf. annexe 2d)

Le périmètre rapproché zone A est limité :

- au Nord : par la Doller, puis une ligne joignant le coude de la Doller à l'extrémité Nord de la limite Est ;

- à l'Est : par une ligne de 240m de long perpendiculaire à la ligne électrique et située à 100m à l'Est du forage de 1955, puis une ligne longeant le fossé Sumpfgraben, à la limite communale HEIMSBRUNN-REININGUE ;

- au Sud : par le fossé Sumpfgraben ;

- à l'Ouest : par une ligne perpendiculaire à la ligne électrique à 750m à l'Est du forage de 1955, joignant la Doller au Sumpfgraben.

**d) – Forage MORSCHWILLER-le-BAS** (cf. annexe 2e)

Le périmètre rapproché zone A sera limité :

- au Nord : par le chemin d'exploitation en bordure de l'autoroute sur 500m de long ;

- à l'Est : par une ligne à 110m du forage, perpendiculaire au chemin d'exploitation précité et de 300m de long ;

- au Sud/Est : par une ligne joignant la ligne précédente à l'intersection de trois chemins ruraux ;

- au Sud/Ouest : par une ligne oblique de 320m de long rejoignant un chemin d'exploitation ;

- à l'Ouest : par une ligne de 270m de long, perpendiculaire au chemin d'exploitation en bordure de l'autoroute et rejoignant un chemin d'exploitation.

...

## II – ZONE B : (cf. plan 2f)

Ce périmètre rapproché – Zone B – englobe l'ensemble des captages de la Basse Vallée de la Doller et est limité :

- au Nord/Est : par une ligne parallèle à la R.N. 66, à 100m au Nord de celle-ci, puis par la route de THANN ;
- à l'Est : selon le tracé figurant sur le plan 2a au 1/2.000° ;
- au Sud : par la rue de la Mer Rouge, puis par le Steinbaechlein jusqu'au pont sous le chemin rural, puis par la R.N. 466 A sur 700m environ, puis par le chemin rural qui borde la Vallée jusqu'au Brucklenmuhl, puis la Steinbaechlein jusqu'à HEIMSBRUNN, puis par la R.N. 466 A jusqu'au point coté 272,5, puis par une ligne parallèle à la R.N. 466 A à 100m au Sud de celle-ci jusqu'au pont d'Aspach ;
- à l'Ouest : par une ligne parallèle à la R.N. 83 déviée au pont d'Aspach, à 100m à l'Ouest de celle-ci jusqu'à l'embranchement d'un chemin rural en face du Kahlberg, à l'exclusion de la zone du " Moulin Walch " où la limite suivra le bord Nord/Ouest de la bretelle de raccordement de la route de Masevaux à la déviation, puis la déviation elle-même jusqu'à 10m au Sud du pont de la Doller et enfin une ligne parallèle à la Doller, à 10m au Sud de celle-ci ;
- au Nord/Ouest : par le chemin rural en face du Kahlberg jusqu'au premier embranchement d'un chemin descendant vers la Doller ( $x = 961,15 - y = 316,08$ ), puis par une ligne droite sur 1.850m entre ce point et le point ( $x = 962,66 - y = 315,02$ ), ensuite par une série de chemins forestiers, par un chemin rural jusqu'au Couvent Oelenberg, puis par le Klosterweg jusqu'à son intersection avec le C.D.20, puis une ligne qui suit parallèlement le C.D. 19 à 100m à l'Ouest de celui-ci jusqu'à la R.N 66.

-----

Vu pour être annexée  
à l'arrêté préfectoral de ce jour,  
Colmar, le 17 avril 1978

Pour le Préfet  
Le Chef de Bureau délégué

**Signé : Marie-Hélène POIROT**

PREFECTURE DU HAUT-RHIN

DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES

Plans rangés dans captage 224.

## ARRETE PREFECTORAL

N° 385 . 13 du 15 MAI 1997 portant  
déclaration d'utilité publique des périmètres de protection  
et d'autorisation d'utiliser l'eau en vue de la  
consommation humaine au bénéfice de la Commune de  
REININGUE

LE PREFET DU HAUT RHIN  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU la délibération du conseil municipal en date du 10 décembre 1993 par laquelle la Commune de REININGUE
- 1° demande l'ouverture de l'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique des travaux de protection des captages, situés sur son territoire ;
- 2° demande l'autorisation de dévier des eaux souterraines et prend l'engagement d'indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qui pourraient leur avoir été causés par la dérivation des eaux ;
- 3° demande l'autorisation d'utiliser l'eau prélevée dans le milieu naturel en vue de la consommation humaine ;
- VU le rapport de l'hyrogéologue agréée en matière d'hygiène publique en date du 12 avril 1995;
- VU les dossiers des enquêtes d'utilité publique et parcellaire auxquelles il a été procédé du 3 avril 1996 au 3 mai 1996, conformément à l'arrêté préfectoral en date du 5 mars 1996, dans les communes de REININGUE et SCHWEIGHOUSE ;
- VU l'article 113 du Code Rural sur la dérivation des eaux non domaniales ;
- VU les décrets 77.392 et 77.393 du 28 mars 1977 portant codification des textes législatifs et réglementaires concernant l'expropriation pour cause d'utilité publique ;
- VU le décret 76.432 du 14 mai 1976 modifiant le décret n° 59.701 du 6 juin 1959 portant règlement d'administration publique relatif à la procédure d'enquête préalable à la déclaration d'utilité publique à la détermination des parcelles à exproprier et à l'arrêté de cessibilité et portant dispositions diverses pour l'application du titre III de la loi n° 75.1328 du 31 décembre 1975 ;
- VU les articles L.20 et L.20.1 du Code de la Santé Publique ;

- VU le décret 89.3 du 3 janvier 1989, modifié par le décret 90.333 du 10 avril 1990, le décret n° 91.257 du 7 mars 1991 et le décret n° 95.363 du 5 avril 1995 relatifs aux eaux destinées à la consommation humaine et l'arrêté d'application du 10 juillet 1989 ;
- VU la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;
- VU le décret 67.1094 du 15 décembre 1967 sanctionnant les infractions à la loi n° 64.1245 du 16 décembre 1964 susvisée ;
- VU la circulaire du Ministère de l'Agriculture DARS/SH/C.74.5068 en date du 16 décembre 1964 susvisée ;
- VU la circulaire interministérielle du 24 Juillet 1990 (NOR:SPSP9001537C) relative à la mise en place des périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinée à la consommation humaine ;
- VU l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène émis le - 3 OCT. 1996 ;
- VU le règlement sanitaire départemental ;
- VU le Code de l'Urbanisme ;
- CONSIDERANT que l'avis du Commissaire-Enquêteur est favorable ;
- SUR les propositions de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt et du Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1er**

La Commune de REININGUE, désignée par la suite par "Commune", est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines recueillies par le point de prélèvement situé sur la parcelle forestière n° 80/25 de la section 84 dans la forêt située entre la rive gauche de la rivière DOLLER et le couvent de l'Oelenberg. Ce forage a l'indice national 413-5-335.

### **ARTICLE 2**

Les caractéristiques du captage sont les suivantes :

- Diamètre du forage : 1 200 mm
- Profondeur : 11 m
- Diamètre de l'équipement : 800 mm
- Débit d'exploitation : 40 m3/heure

La tête de puits est construite à une cote supérieure (revanche 0,40 m) à la cote du plan d'eau d'inondation en cas de crue centennale de la DOLLER.

### ARTICLE 3

La Commune est autorisée à utiliser l'eau ainsi prélevée en vue de la consommation humaine.

Etant donné la vulnérabilité importante du captage, l'eau ne pourra être distribuée à la population qu'après avoir subi une désinfection au chlore liquide.

### ARTICLE 4

Le volume à prélever par pompage ne pourra excéder 40 m<sup>3</sup>/heure et 960 m<sup>3</sup>/jour.

### ARTICLE 5

Conformément à l'engagement pris par le conseil municipal en date du 10 décembre 1993, la Commune devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux. Elle sera par ailleurs tenu au versement des taxes et redevances appliquées dans la zone de prélèvement concernée.

### ARTICLE 6

Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit et le volume journalier autorisés ainsi que les appareils de contrôle nécessaires devront être soumis par la Commune à l'agrément de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt. Elles devront être conformes aux normes définies par l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse.

### ARTICLE 7

Est déclarée d'utilité publique la création des périmètres de protection immédiate et rapprochée autour du captage d'eau potable de la Commune situé sur le territoire de la commune de REININGUE au lieu-dit Brunnmattlein et sur le territoire de la commune de SCHWEIGHOUSE.

Ils s'étendent conformément aux indications des plans et des états parcellaires annexés au présent arrêté.

La zone amont étant déjà protégée, il n'est pas nécessaire d'instaurer un périmètre de protection éloignée.

### ARTICLE 8

En sus de la réglementation générale, les prescriptions suivantes sont applicables à l'intérieur des périmètres de protection.

### 1) Périmètre de protection immédiate

Ce périmètre a une forme carrée de 15 mètres de long et 15 mètres de large.

Ce terrain, propriété de la Commune, est clôturé.

Y sont interdites toutes les activités autres que celles nécessitées par l'exploitation du champ captant et l'entretien du puits.

### 2) Périmètre de protection rapprochée

Comme les autres captages A.E.P. de la basse vallée de la Doller, le nouveau forage de REININGUE comporte deux zones de protection rapprochée, l'une dénommée A située au voisinage du forage, l'autre appelée B et étendue sur l'ensemble du domaine alluvionnaire de la Doller depuis l'amont des captages jusqu'au Pont d'Aspach.

#### a) *Zone A*

Ce périmètre est délimité de la façon suivante :

- au Sud, par la Doller, où il jouxte le périmètre de protection rapprochée - zone A des captages du S.I.A.E.P. de HEIMSBRUNN et environs (forages 413-5-63 et 205),
- à l'Ouest, par une ligne droite joignant la prise d'eau du Klostermühlenbaechlein et le chemin rural au Nord,
- au Nord, par le chemin rural puis le fossé Bärenbach,
- à l'Est, par une ligne droite correspondant à la limite Ouest du périmètre de protection rapprochée - zone A de l'actuel forage A.E.P. de REININGUE (forage 413-5-60).

A l'intérieur de ce périmètre, en plus des réglementations générales en vigueur, sont interdits :

- le stockage et l'épandage de purin, lisier, fumier et boues de stations d'épuration,
- le stockage et l'épandage d'engrais et pesticides,
- l'implantation de stockage d'hydrocarbures,
- la construction produisant des eaux usées domestiques et industrielles, bâtiments d'élevage ou d'engraissement,
- l'installation de silos produisant des jus de fermentation,
- la transformation d'une parcelle de forêt en champ de cultures.

Sont réglementées les activités suivantes :

- le forage de puits : tout nouveau captage d'eau est interdit excepté pour le bénéficiaire du périmètre de protection qui pourra réaliser d'autres forages sous réserve d'une étude hydrogéologique préalable,



- l'ouverture et le remblaiement d'excavations et la construction, la modification ou les conditions d'utilisation des voies de communications : ces activités seront soumises à déclaration à la Préfecture qui fixera dans un délai de 3 mois les prescriptions particulières visant à la protection des eaux
- le pacage des animaux : il est autorisé sous réserve d'une densité inférieure à 5 UGB/ha et en l'absence de bâtiments de stabulation.

#### **b) Zone B**

Ce périmètre existe déjà dans le cadre de l'arrêté préfectoral n° 54.815 du 17.04.1978. Cependant, compte tenu de la position du nouveau forage, il convient de l'étendre de façon à couvrir une partie du vallon du Bärenbach.

A l'intérieur de ce périmètre, les prescriptions sont celles déjà définies dans l'arrêté préfectoral cité ci-dessus. Mais, compte tenu de la prise en compte d'activités nouvelles, non mentionnées dans ledit arrêté, ces prescriptions sont récapitulées et complétées comme suit :

- activités réglementées selon les prescriptions particulières ci-dessous :
  - les installations d'épuration d'eaux usées domestiques individuelles sont autorisées à conditions de répondre à la réglementation existante. Les installations collectives ou industrielles sont interdites de même que l'épandage des eaux et des boues en résultant,
  - l'épandage d'engrais organique est autorisé en respectant les consignes émises dans le cadre du programme de "fumure raisonnée" (cf. plan Fertimieux),
  - le stockage ou l'épandage d'engrais et pesticides : même remarque que ci-dessus. Le stockage est toléré à condition qu'il soit conforme aux normes de sécurité. L'usage des pesticides doit être réduit au maximum,
  - l'implantation de stockage d'hydrocarbures, la construction produisant des eaux usées domestiques, les bâtiments d'élevage ou d'engraissement, l'installation de silos produisant des jus de fermentation doivent faire l'objet d'une déclaration à la Préfecture qui fixera dans un délai de 3 mois les prescriptions particulières visant à la protection des eaux.

Les activités, installations et dépôts existants devront répondre aux exigences liées à la protection des eaux.

### **ARTICLE 9**

En concomitance avec les prélèvements et analyses d'eau faits au puits seront effectués des prélèvements et analyses d'eau au piézomètre n° 413-5-334 situé à l'amont du forage. Cela permettra une surveillance amont de la nappe et une intervention éventuelle sur le puits en cas d'alerte sur le piézomètre.

### **ARTICLE 10**

Les périmètres de protection rapprochée seront matérialisés sur le terrain par des panneaux placés aux accès principaux.

Notification individuelle du présent arrêté sera faite aux propriétaires des terrains compris dans les périmètres de protection rapprochée.

Le Maire de la Commune de REININGUE est chargé d'effectuer les notifications.

## ARTICLE 11

- le Maire de la Commune de REININGUE,
- le Maire de la Commune de SCHWEIGHOUSE,
- le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales,
- l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera adressée :

- au Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement,
- au Directeur Départemental de l'Équipement,

avec publication au recueil des actes administratifs du département.

Pour copie conforme  
LE DIRECTEUR DÉPARTEMENTAL  
DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES



L'INGÉNIEUR D'ÉTUDES SANITAIRES

Valérie BONNEVAL

Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général

Jean-Claude EHRMANN

AGENCE REGIONALE DE SANTE

POLE SANTE ET RISQUES  
ENVIRONNEMENTAUX

## A R R E T E

N° 2010 120 8 du 23 avril 2010

1. complémentaire à l'arrêté préfectoral du 17 avril 1978 « déclarant d'utilité publique les travaux en vue de la protection des points d'alimentation en eau potable de la Basse Vallée de la Doller (Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de Heimsbrunn et Environs, Ville de Mulhouse, Commune de Morschwiller le Bas et Commune de Reiningue) et délimitant autour des points d'eau un périmètre de protection immédiate et un périmètre de protection rapprochée comprenant 2 zones A et B »,
2. portant déclaration d'utilité publique au bénéfice du SIAEP de Heimsbrunn et Environs:
  - de la dérivation d'eaux souterraines des captages P1 à P3 de Reiningue
  - des périmètres de protection de ces captages,
3. autorisant le prélèvement de l'eau et son utilisation en vue de la consommation humaine au bénéfice du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de Heimsbrunn et Environs.

LE PREFET DU HAUT-RHIN  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite

- VU** Le code de la santé publique et notamment ses articles L.1311-1, L.1312-1, L.1312-2, L.1321-1 à L.1321-5, L.1324-3, L.1324-4 et R.1321-1 à D1321-68 ;
- VU** Le code de l'environnement et notamment ses articles L.210-1, L.211-1 à L.211-3, L.211-5 à L.211-11, L.214-1 à L.214-11, L.215-13, L.216-1 à L.216-13, R.122-8, R.214-1, R.214-56 et R.211-66 à R.211-70 ;
- VU** Le code de l'urbanisme et notamment ses articles L.421-1 et R.422-2 ;
- VU** Le code de l'expropriation et notamment ses articles L.11-1 à L.11-8, L.13-2 et R.11-1 à R.11-31 ;
- VU** Le code du domaine de l'Etat et notamment l'article L.51-1 ;
- VU** Vu le code forestier et notamment les articles L.311-1, L.312-1, L.411-1 et R.412-19 à R.412-27 ;
- VU** Le code minier et notamment l'article 131 ;
- VU** Le décret n°2007-49 du 11 janvier 2007 relatif à la sécurité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine ;

- VU** Le décret n°2007-1581 du 7 novembre 2007 relatif aux servitudes d'utilité publiques instituées en vue d'assurer la protection de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et modifiant le code de la santé publique (dispositions réglementaires) ;
- VU** L'arrêté du Ministère de l'Agriculture et la Pêche du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L 253-1 du code rural ;
- VU** L'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
- VU** L'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à autorisation en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.1, 2.1.0, 2.1.1 ou 4.3.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
- VU** L'arrêté du Ministère de la Santé, de la Jeunesse et des Sports du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R1321-6 à R1321-12 et R1321-42 du code de la santé publique ;
- VU** le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux du Bassin Rhin-Meuse approuvé par arrêté préfectoral du 15 novembre 1996 ;
- VU** Le SAGE Ill-Nappe-Rhin approuvé par le Préfet de la Région Alsace et du Bas-Rhin, et le Préfet du Haut-Rhin le 17 janvier 2005 ;
- VU** L'arrêté préfectoral n°552/79 du 2 juillet 1975 portant Règlement Sanitaire Départemental ;
- VU** L'arrêté préfectoral n° 20072844 du 2 octobre 2007 organisant la police de l'eau dans le département du Haut-Rhin ;
- VU** La délibération en date du 6 juillet 2007 par laquelle le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de Heimsbrunn et Environs demande :
- L'ouverture de l'enquête en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation des eaux avec détermination des périmètres de protection autour des captages d'eau potable situés sur le ban communal de Reiningue ;
  - L'ouverture de l'enquête parcellaire en vue de l'instauration de servitudes pouvant donner lieu à indemnisation ;
  - L'autorisation préfectorale d'utiliser l'eau en vue de la consommation humaine.
- VU** L'étude de vulnérabilité et la notice d'incidence du bureau d'études Burgeap en date du 22 mai 2007 ;
- VU** Le rapport de l'hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique du 10 août 2008 ;
- Le dossier d'enquête d'utilité publique et parcellaire à laquelle il a été procédé du 2 novembre au 7 décembre 2009 inclus, conformément à l'arrêté préfectoral du 16 octobre 2009 dans les communes de Heimsbrunn, Hochstatt, Reiningue et Schweighouse ;
- VU** L'avis du Commissaire Enquêteur émis en date du 30 décembre 2009 ;

**VU** L'avis du Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques en date du 1<sup>er</sup> avril 2010 ;

**CONSIDERANT** que la ressource est vulnérable aux pollutions de surface et que la production d'eau potable nécessite la mise en place de mesures visant la protection des ouvrages de captage et des bassins d'alimentation ;

**CONSIDERANT** que le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de Heimsbrunn et Environs doit pouvoir assurer les besoins en eau potable de la population et garantir la qualité des eaux destinées à l'alimentation humaine prélevées dans les captages situés sur le ban communal de Reiningue ;

**CONSIDERANT** l'existence d'installations de prélèvement d'eau potable d'un débit maximal de 4700 m<sup>3</sup>/jour ;

**APRES** communication du projet d'arrêté au pétitionnaire ;

**SUR** proposition du Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1**

#### **Objet**

L'arrêté préfectoral du 17 avril 1978 « déclarant d'utilité publique les travaux en vue de la protection des points d'alimentation en eau potable de la Basse Vallée de la Doller (Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de Heimsbrunn et Environs, Ville de Mulhouse, Commune de Morschwiller le Bas et Commune de Reiningue) et délimitant autour des points d'eau un périmètre de protection immédiate et un périmètre de protection rapprochée comprenant 2 zones A et B » est complété et modifié par :

- la définition d'une nouvelle zone A autour du Puits 3 de Reiningue alimentant le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de Heimsbrunn et Environs,
- la modification de la zone A initiale du Puits 1 de Reiningue englobant désormais les Puits 1 et 2 de Reiningue, qui alimentent le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de Heimsbrunn et Environs.

### **ARTICLE 2**

#### **Autorisation**

Le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de Heimsbrunn et Environs est autorisé à prélever et distribuer, en vue de la consommation humaine, les eaux souterraines captées par les forages suivants :

| Nom du Captage | N° BSS     | Localisation du captage                         | N° section | N° parcelle | Débit maximum en m <sup>3</sup> /h | Débit maximum en m <sup>3</sup> /j (sur une base de 20 h de pompage/jour au maximum) |
|----------------|------------|-------------------------------------------------|------------|-------------|------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------|
| Puits P1       | 04135X0063 | Reiningue<br>X 965,910<br>Y 2315,720<br>Z 267,5 | 83         | 118         | 90                                 | 1800                                                                                 |

|          |            |                                                 |    |    |    |      |
|----------|------------|-------------------------------------------------|----|----|----|------|
| Puits P2 | 04135X0205 | Reiningue<br>X 965,527<br>Y 2315,670<br>Z 268,6 | 84 | 50 | 90 | 1800 |
| Puits P3 | 04135X0415 | Reiningue<br>X 964,907<br>Y 2315,578<br>Z 271,1 | 84 | 47 | 55 | 1100 |

### **ARTICLE 3**

#### **Déclaration d'utilité publique et autorisation**

3.1 - sont déclarés d'utilité publique les travaux de dérivation des eaux des forages situés sur le ban de la commune de Reiningue en vertu de l'article L.215-13 du code de l'environnement ;

3.2 - sont déterminés les périmètres de protection immédiate et rapprochée autour des puits d'eau potable du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de Heimsbrunn et Environs, en application de l'article L.1321-2 du code de la santé publique. Les périmètres immédiats et rapprochés s'étendent sur le ban des communes de Heimsbrunn, Reiningue et Schweighouse ;

3.3 - sont autorisés les travaux et installations de prélèvement d'eau, au titre des articles L.214-1 à L.214-6 du code de l'environnement, d'un débit maximal cumulé de 4700 m³/jour et dans les conditions définies à l'article 2 du présent arrêté ;

- est autorisée l'utilisation des eaux prélevées en vue de la consommation humaine, en application des articles R.1321-6 à R.1321-11 du code de la santé publique.

### **ARTICLE 4**

#### **Traitement**

Les eaux captées et distribuées doivent répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique. Avant distribution, les eaux des forages font l'objet d'un traitement de neutralisation et de désinfection.

### **ARTICLE 5**

#### **Mesure du prélèvement**

Les installations doivent disposer d'un système de comptage permettant de vérifier en permanence les volumes prélevés, conformément à l'article L.214-8 du Code de l'Environnement. L'installation, l'entretien et le suivi de ce dispositif seront réalisés selon les règles de l'art et les prescriptions du constructeur.

L'exploitant est tenu de conserver 3 ans les dossiers correspondant à ces mesures et de les tenir à la disposition de l'autorité administrative.

Les résultats de ces mesures doivent être communiqués annuellement au service chargé de la police de l'eau et à l'Agence de l'Eau Rhin Meuse.

### **ARTICLE 6**

#### **Limitation du prélèvement**

L'autorité administrative pourra prendre des mesures de limitation ou de suspension provisoire des usages de l'eau, dans les conditions qui seront fixées par arrêté préfectoral, pris en application des articles L. 211-3 et R. 211-66 à R. 211-70 du code de l'environnement.

## **ARTICLE 7**

### **Indemnisation des tiers**

En application de l'article L.1321-3 du code de la santé publique et conformément à l'engagement pris dans sa délibération du 6 juillet 2007, le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de Heimsbrunn et Environs indemnise les tiers détenant des droits reconnus, dans la mesure où les servitudes prévues par le présent arrêté entraînent à leur égard un préjudice direct, matériel et certain. Les indemnités qui peuvent être dues aux propriétaires ou occupants de terrains compris dans les périmètres de protection, sont fixées selon les règles applicables en matière d'expropriation pour cause d'utilité publique.

## **ARTICLE 8**

### **Prescriptions applicables à l'intérieur des périmètres de protection immédiate (ppi) figurant en annexe 4**

Les périmètres de protection immédiate des forages seront dimensionnés au minimum par des carrés de 20 mètres de côté centrés, sur les ouvrages de captage. Ces périmètres, déjà clôturés pour les puits 1 et 2, seront clôturés dans un délai d'un an pour le puits 3. Ces clôtures adaptées à la configuration du terrain, devront assurer une bonne protection des ouvrages de captage.

Les terrains inclus dans les périmètres de protection immédiate des forages, situés sur le ban de la commune de Reiningue, seront acquis en pleine propriété par le Syndicat Intercommunal de Heimsbrunn et Environs dans un délai d'un an.

Ils sont régulièrement entretenus dans le strict respect de la qualité des eaux. A l'intérieur de ces périmètres, toutes activités autres que celles nécessaires à l'exploitation, à la production et à l'entretien des points d'eau, de la station de traitement et de la bâche de reprise sont interdites. L'utilisation de fertilisants, d'herbicides et autres produits phytosanitaires y est strictement interdite, y compris au niveau des clôtures.

## **ARTICLE 9**

### **Schéma d'alimentation du syndicat intercommunal d'alimentation en eau potable de Heimsbrunn et environs**

Le schéma d'alimentation du Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de Heimsbrunn et Environs figure en annexe 2.

Il représente de façon synoptique les lieux et zones de production et de distribution d'eau.

Tout projet de modification du système actuel de production et de distribution de l'eau destinée à la consommation humaine devra être déclaré au Préfet, accompagné d'un dossier définissant les caractéristiques du projet.

## **ARTICLE 10**

### **Prescription applicables à l'intérieur du périmètre de protection rapprochée zone A figurant en annexes 1 et 4.**

Toutes les mesures devront être prises pour que le Syndicat Intercommunal d'Alimentation en Eau Potable de Heimsbrunn et Environs et le Préfet soient avisés sans retard de tout accident entraînant le déversement de substances liquides ou solubles à l'intérieur des périmètres de protection, y compris sur les portions de voies de communication traversant ou jouxtant les périmètres de protection.

Des servitudes sont instituées sur les terrains du périmètre de protection rapprochée, suivant les prescriptions mentionnées ci après. La mise à jour des arrêtés préfectoraux des installations, activités et autres ouvrages soumis à autorisation, sera effectuée au regard des servitudes afférentes aux périmètres de protection définies dans le présent arrêté.

| <b>10.1 Elevage et gibier</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b><u>ACTIVITES INTERDITES</u></b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | <b><u>ACTIVITES REGLEMENTEES</u></b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>10.1.1.</b> La construction, l'aménagement de logement d'animaux, de bâtiments d'élevage ou d'engraissement.</p> <p><b>10.1.2.</b> Toute action susceptible d'attirer les animaux. Toute création et tout entretien de souilles artificielles.</p> <p><b>10.1.3.</b> L'utilisation de produits répulsifs.</p> <p><b>10.1.4.</b> Le pacage des animaux.</p>                               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>10.2 - Stockage et épandage engrais</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b><u>ACTIVITES INTERDITES</u></b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | <b><u>ACTIVITES REGLEMENTEES</u></b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>10.2.1.</b> Le stockage d'engrais azotés organiques, y compris fumier, ou de synthèse.</p> <p><b>10.2.2.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>♦ L'épandage d'engrais organiques, liquides ou solides, et amendements organiques, à l'exception des composts verts conformes aux normes en vigueur, et des composts de fumier ayant subi deux retournements minimum.</li> </ul> | <p><b>10.2.3</b> L'épandage d'engrais azotés destinés à la fertilisation des sols doit être raisonné. Les apports seront ajustés au plus près des besoins des cultures. Les engrais devront être épandus en quantité limitée, en plusieurs fois, selon un calendrier adéquat avec le type de culture en place et selon une dose calculée d'après les programmes d'agriculture raisonnée ; la rotation des cultures sera favorisée.</p> <p><b>10.2.4.</b> Une culture intermédiaire piège à nitrates sera systématiquement implantée après récolte du blé et avant maïs.</p> |
| <b>10.3 - Stockage et épandage de produits phytosanitaires</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b><u>ACTIVITES INTERDITES</u></b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | <b><u>ACTIVITES REGLEMENTEES</u></b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>10.3.1.</b> Le stockage et la préparation de produits phytosanitaires.</p> <p><b>10.3.2.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'épandage de tout produit phytosanitaire, dont la molécule mère ou un métabolite serait retrouvé par deux analyses successives au niveau d'un captage (eau brute), à une teneur supérieure ou égale à</li> </ul>                              | <p><b>10.3.4.</b> Toute utilisation de produits phytosanitaires devra être conforme aux prescriptions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Période de traitement adaptée aux conditions météorologiques afin de réduire les risques de transfert des produits ;</li> <li>- Matériel entretenu et contrôlé régulièrement par un organisme compétent, le premier contrôle intervenant au maximum dans l'année suivant la</li> </ul>                                                                                                                       |



|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p>50 % de la limite de qualité des eaux distribuées, par le laboratoire agréé spécialement désigné par le Préfet pour le prélèvement et l'analyse des eaux destinées à la consommation humaine. Les pesticides qui auraient un seuil de quantification égal à la limite de qualité seront interdits d'usage lorsque leur détection dans les eaux captées sera confirmée par deux analyses successives du laboratoire agréé spécialement désigné par le Préfet.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• L'épandage de tout produit phytosanitaire sur les accotements des voiries et au niveau des espaces verts collectifs.</li> <li>• L'épandage de tout produit phytosanitaire par voie aéroportée.</li> <li>• Le désherbage du maïs en prélevée.</li> </ul> <p><b>10.3.3 Vidange de fonds de cuve de pesticides et de produits phytosanitaires.</b></p> | <p>signature du présent arrêté ;</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Un registre pour le suivi des produits phytosanitaires et des fertilisations doit être tenu. Il doit mentionner la parcelle concernée, la nature des traitements, les dates de traitements et la quantité de produit utilisée.</li> <li>- Le désherbage mécanique sera privilégié. Le désherbage chimique ne sera pas limité dans son nombre de passages mais les doses totales utilisées seront réduites progressivement et seront limitées à 50% de la dose maximum homologuée à partir de 2012;</li> </ul> |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|

#### 10.4 – Autres Pratiques agricoles

| <u>ACTIVITES INTERDITES</u>                                                                                                                                                                                      | <u>ACTIVITES REGLEMENTEES</u>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>10.4.1.</b> La suppression des talus, des haies, des bandes enherbées et des surfaces boisées. La suppression des prairies permanentes.</p> <p><b>10.4.2.</b> La construction de serres et pépinières.</p> | <p><b>10.4.3.</b><br/>La régénération des prairies permanentes par labour et resemis, est autorisée pour la remise en état des parcelles, suite à des dégâts causés par le gibier ou à un phénomène naturel (inondation...), en cas de problème de levée d'adventices ou de développement de joncs en zone très humide. Le retournement des prairies permanentes par labour est possible, uniquement tous les 5 ans avec resemis de prairies.</p> |

#### 10.5. - Stockage et épandage d'autres matières susceptibles d'altérer la qualité de l'eau

| <u>ACTIVITES INTERDITES</u>                                                                                                                                                                                                                                                                      | <u>ACTIVITES REGLEMENTEES</u> |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------|
| <p><b>10.5.1.</b> Le stockage, l'épandage, le déversement ou l'enfouissement de matières susceptibles d'altérer la qualité des eaux.</p> <p><b>10.5.2.</b> Les dépôts de matières fermentescibles et de tout autre déchet, l'installation de décharges et de dépôts de produits radioactifs.</p> |                               |

#### 10.6. - Constructions

| <b><u>ACTIVITES INTERDITES</u></b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | <b><u>ACTIVITES REGLEMENTEES</u></b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>10.6.1.</b> Les constructions et les installations de toute nature autre que celles strictement nécessaires à l'exploitation des installations et du réseau public d'alimentation en eau potable.                                                                                                                                                                                                                                           | <b>10.6.2.</b> Les réseaux eau destinée à la consommation humaine, gaz, électricité, téléphone, éoliennes sont admis, si l'absence d'impact potentiel des installations sur l'écoulement des eaux superficielles et souterraines sur le plan quantitatif ou qualitatif, est établi.                                                                                                                                                                                                |
| <b>10.7.- Eaux usées et eaux pluviales</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b><u>ACTIVITES INTERDITES</u></b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | <b><u>ACTIVITES REGLEMENTEES</u></b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>10.7.1.</b> L'implantation d'ouvrages de transport, de traitement, d'épandage ou d'infiltration d'eaux usées d'origine domestique ou industrielle, brutes ou épurées.<br><br><b>10.7.2.</b> L'infiltration des eaux de ruissellement en provenance des aires, voies de circulation et aires de stationnement.                                                                                                                               |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>10.8 - Hydrocarbures, produits chimiques de synthèse et stockage de déchets</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b><u>ACTIVITES INTERDITES</u></b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | <b><u>ACTIVITES REGLEMENTEES</u></b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>10.8.1.</b> L'installation d'ouvrages de transport et de stockage d'hydrocarbures et de produits chimiques de synthèse ainsi que le stockage de déchets ménagers, d'activités de soins et industriels ou autres produits susceptibles d'altérer la qualité de l'eau.                                                                                                                                                                        |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b>10.9 - Voies de circulation</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <b><u>ACTIVITES INTERDITES</u></b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | <b><u>ACTIVITES REGLEMENTEES</u></b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>10.9.1.</b> La construction de toute nouvelle voie de circulation à l'exception des travaux visés aux articles 10.9.4. à 10.9.7.<br><br><b>10.9.2.</b> La construction de voie ferroviaire, de voie navigable, et d'aires de stationnement.<br><br><b>10.9.3.</b> Le traitement des aires de stationnement, voies routières et ferrées avec épandage de produits chimiques, sauf sel de déverglaçage sur l'autoroute et liant hydrocarboné. | <b>10.9.4.</b> Les travaux visant à la modification des voies existantes devront, en cas d'augmentation de trafic, prendre en compte l'existence des ressources en eau et prévoir un dispositif d'assainissement des eaux pluviales, de collecte et de confinement des polluants en cas d'accident, avec rejet à l'aval du périmètre de protection rapprochée.<br><br><b>10.9.5.</b> Création de pistes cyclables avec des techniques non dommageables pour les eaux souterraines. |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |  | <p><b>10.9.6.</b> L'étanchéité des rigoles d'assainissement pluvial de l'autoroute A 36 sera vérifiée tous les 10 ans.</p> <p><b>10.9.7.</b> Des panneaux signalant l'entrée et la sortie des périmètres de protection du champ captant devront être mis en place sur l'autoroute A 36.</p>                                                                                                                                                                                                               |
| <b>10.10 - Excavations et exhaussements</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b><u>ACTIVITES INTERDITES</u></b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |  | <b><u>ACTIVITES REGLEMENTEES</u></b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>10.10.1.</b> L'ouverture de carrières et d'excavations (affouillements), à l'exception des excavations visées à l'article 10.10.5.</p> <p><b>10.10.2.</b> La création de mares ou d'étangs.</p> <p><b>10.10.3.</b> Tout remblai.</p> <p><b>10.10.4.</b> Tout surcreusement ou modification importante du tracé des fossés ou cours d'eau existants.</p> |  | <p><b>10.10.5.</b> Les excavations (affouillements) liés aux travaux de protection des captages d'eau potable, au fonctionnement des ouvrages d'intérêt général (réseaux eau potable ou électricité) et aux travaux expressément autorisés s'il est démontré l'absence d'impact potentiel des installations sur l'écoulement des eaux superficielles et souterraines sur le plan quantitatif ou qualitatif.</p> <p><b>10.10.6.</b> Les travaux visant à restaurer les zones humides seront autorisés.</p> |
| <b>10.11. - Puits, sources et géothermie</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b><u>ACTIVITES INTERDITES</u></b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |  | <b><u>ACTIVITES REGLEMENTEES</u></b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>10.11.1.</b> La création de captages et ouvrages non utilisés pour la production publique d'eau destinée à la consommation humaine ou pour la surveillance de l'aquifère capté.</p> <p><b>10.11.2.</b> La réalisation de puits d'infiltration et de forages ou installations de géothermie.</p>                                                         |  | <p><b>10.11.3.</b> La réalisation de forages d'irrigation se substituant à un ou plusieurs forages existants à la date de signature du présent arrêté, est admise si l'absence d'incidence sur le forage de la collectivité est établie.</p> <p><b>10.11.4.</b> Les sondages liés à des projets expressément autorisés.</p>                                                                                                                                                                               |
| <b>10.12. - Cimetières</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b><u>ACTIVITES INTERDITES</u></b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |  | <b><u>ACTIVITES REGLEMENTEES</u></b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>10.12.1.</b> La création de cimetières ou leur agrandissement.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                      |  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>10.13 - Exploitation des forêts</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |  |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b><u>ACTIVITES INTERDITES</u></b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |  | <b><u>ACTIVITES REGLEMENTEES</u></b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>10.13.1.</b> Dans le cadre de l'exploitation des forêts, les activités suivantes sont interdites :</p>                                                                                                                                                                                                                                                  |  | <p><b>10.13.2</b> En cas de force majeure, le traitement par produits</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le défrichement.</li> <li>• Le traitement du peuplement forestier ou des plantations par voie chimique sauf en cas de force majeure (voir activités réglementées).</li> <li>• Le traitement sur place du bois abattu ; à mentionner dans les clauses de vente du bois.</li> <li>• Les coupes à blanc d'une surface de plus de 2 hectares d'un seul tenant, sauf activités visées en 10.13.3.</li> <li>• Les aires de stockage de grumes.</li> <li>• La création de pistes forestières à moins de 50 mètres des captages.</li> <li>• La création de cloisonnements sylvicoles d'exploitation (ces derniers aménagés provisoirement pour le débardage) à moins de 50 mètres des captages.</li> <li>• L'utilisation de moyens explosifs pour la création des pistes forestières.</li> <li>• L'épandage ou stockage de produits fertilisants et d'accélérateurs de croissance.</li> <li>• Le stockage de bois coupé sous dispositif d'aspersion.</li> <li>• Les pratiques pouvant créer une concentration d'animaux sauvages.</li> <li>• La circulation d'engins de débardage à moins de 50 mètres du périmètre de protection immédiate du captage.</li> <li>• Le dessouchage sur les parcelles situées à moins de 50 mètres des périmètres de protection immédiate des captages.</li> </ul> | <p>10.13.3</p> <p>phytosanitaires et phytocides est autorisé sur une courte période après déclaration auprès de la DDAF et information de la DDASS de la zone concernée et du produit utilisé. En cas de très mauvaise qualité ou de mauvais état sanitaire des peuplements, de dépérissement forestier ou de chablis, la surface des coupes à blanc d'un seul tenant pourra être portée à 4 hectares. Dans ce cas, l'autorité sanitaire devra en être préalablement avertie dans le cadre de l'application de l'article 12 du présent arrêté.</p> |
| <p><b>10.14 - Camping, habitations légères de loisirs et stationnement de caravanes, zones de loisirs</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |
| <p><b><u>ACTIVITES INTERDITES</u></b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                         | <p><b><u>ACTIVITES REGLEMENTEES</u></b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p>10.14.1. Le camping, le caravanning et les habitations légères.</p> <p>10.14.2. Golf</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

## **ARTICLE 11**

### **Milieux naturels**

Une convention sera passée dans un délai d'un an entre le S.I.A.E.P. de Heimsbrunn et Environs et le Conservatoire des Sites Alsaciens afin de dresser, en cas d'étiage sévère de la Doller, sur le milieu naturel figurant à l'inventaire Natura 2000 « Vallée de la Doller » code FR 4201810 et à l'inventaire des Zones Humides Remarquables du Haut-Rhin (Site n° S34b – lit majeur de la Doller : Haegele, Haegelen, Brunnmätlein), un état des lieux hydrologique et biologique ainsi que les mesures de gestion appropriées, en vue de prévenir l'impact sur l'écosystème les espèces végétales et animales.

## **ARTICLE 12**

### **Réglementation d'activité, installation, dépôt modifié ou créé postérieurement au présent arrêté**

Tout projet de création ou modification d'installation, dépôt ou activité dans le périmètre de protection rapprochée devra être porté à la connaissance du Préfet du Haut-Rhin.

Seront précisées :

- ses caractéristiques et notamment celles qui risquent de porter atteinte directement ou indirectement à la qualité de l'eau,
- les dispositions prévues pour parer aux risques précités.

Lors d'une création ou modification d'installation, dépôt ou activité ou de toute autre occupation et utilisation du sol dans les périmètres de protection rapprochée ou éloignée, susceptible de mettre en cause la qualité des eaux souterraines, le Préfet pourra demander, aux frais du pétitionnaire, si la complexité du dossier le justifie, l'avis d'un hydrogéologue agréé en matière d'hygiène publique.

Le Préfet fera connaître son avis dans un délai maximum de trois mois à réception du dossier complet.

## **ARTICLE 13**

### **Mise en service**

Conformément à l'article R 1321-10 du code de la santé publique et avant que le SIAEP ne mette en service le forage, le Préfet effectue, aux frais du titulaire de l'autorisation et dans le délai de deux mois après en avoir été saisi, une analyse de vérification de la qualité de l'eau produite de type P1 + P2 + hydrocarbures.

Lorsque les résultats d'analyses sont conformes, le Préfet permet la distribution de l'eau au public. Dans le cas contraire, il refuse la distribution par une décision motivée. La distribution est différée jusqu'à ce qu'une nouvelle vérification, effectuée dans les conditions prévues ci-dessus, ait constaté la conformité.

## **ARTICLE 14**

### **Travaux de mise en conformité**

**Forage P1, dans un délai de 5 ans après signature du présent arrêté :**

- contrôle des teneurs en hydrocarbures dans les terres autour du forage,
- évacuation des terres polluées en cas d'anomalie,
- contrôle et aménagement dans les règles de l'art des piézomètres existants,
- étude de la réhabilitation du captage ;

**Forage P2, dans un délai d'un an après signature du présent arrêté :**

- aménagement de la tête de puits afin de protéger l'intérieur de la colonne de captage,
- vérification et reprise de l'étanchéité du bâtiment (toit et porte) ;

**Forage P3, avant mise en service du puits :**

- aménagement de la tête de puits afin d'éviter toute pénétration par les eaux de surface,
- pose de bouchons d'argile dans la tranchée de conduite entre le P3 et la station de traitement ;

### **Autoroute**

- Des panneaux signalant l'entrée et la sortie des périmètres de protection du champ captant devront être mis en place sur l'autoroute A36, à l'initiative du SIAEP et sous contrôle du gestionnaire de l'autoroute.

## **ARTICLE 15**

### **Sanctions**

Est passible des sanctions prévues par l'article L.1324-1 à L.1324-5 du code de la santé publique, toute infraction ayant pour conséquence directe ou indirecte de compromettre la qualité des eaux souterraines dans les périmètres de protection. Toute contravention au présent arrêté sera constatée conformément aux lois et règlements en vigueur.

Est considéré comme infraction à la sauvegarde des périmètres de protection, tout acte ou tout fait ne respectant pas les prescriptions générales de la réglementation en cette matière, ainsi que les prescriptions particulières du présent arrêté.

## **ARTICLE 16**

### **Pièces annexées**

Les pièces annexées au présent arrêté sont :

- Annexe 1.** Plan des périmètres de protection rapprochée zone A.
- Annexe 2.** Schéma d'alimentation en eau potable du Syndicat Intercommunal des Eaux de Heimsbrunn et Environs.
- Annexe 3.** Etat parcellaire récapitulatif des périmètres de protection immédiate et rapprochée zone A.
- Annexe 4.** Plan parcellaire au 1/2500 des périmètres de protection immédiate et rapprochée zone A.

## **ARTICLE 17**

### **Application du présent arrêté**

Le bénéficiaire du présent acte de déclaration d'utilité publique et d'autorisation veille au respect de l'application de cet arrêté, y compris des servitudes dans les périmètres de protection.

## **ARTICLE 18**

### **Notification**

Le présent arrêté est transmis au demandeur en vue de :

- la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté,
- sa notification sans délai aux propriétaires ou ayant droits des parcelles concernées par les périmètres de protection,
- la mise à disposition du public,

- l'affichage en mairie pendant une durée d'au moins 2 mois des extraits de celui-ci, énumérant notamment les principales servitudes auxquelles les ouvrages, les installations, les travaux ou les activités sont soumis,
- son insertion dans les documents d'urbanisme, dont la mise à jour doit être effective dans un délai maximum de 3 mois après la date de signature de Monsieur le Préfet. Les servitudes afférentes aux périmètres de protection devront être annexées au plan local d'urbanisme dans les conditions définies aux articles L. 126-1 et R. 126-1 à R. 126-3 du code de l'urbanisme.

Le procès verbal de l'accomplissement des formalités d'affichage est dressé par les soins du Président du Syndicat Intercommunal des Eaux de Heimsbrunn et Environs.

Un extrait de cet arrêté est inséré, par les soins du Préfet et aux frais du bénéficiaire de l'autorisation, dans deux journaux locaux et régionaux.

Le maître d'ouvrage transmet à l'Agence Régionale de Santé d'Alsace, dans un délai de 6 mois après la date de la signature de Monsieur le Préfet, une note sur l'accomplissement des formalités concernant la notification aux propriétaires des parcelles concernées par les périmètres de protection rapprochée, ainsi que l'insertion de l'arrêté préfectoral dans les documents d'urbanisme.

## **ARTICLE 19**

### **Délais et voie de recours**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois suivant la notification :

- a. soit gracieux auprès de Monsieur le Préfet du Haut-Rhin ;
- b. soit hiérarchique auprès du Ministre chargé de la Santé (Direction Générale de la Santé – SD7C - 8, avenue de Ségur – 75350 PARIS 07 SP).

La présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Strasbourg :

- c. dans un délai de deux mois à compter de la notification ;
- d. ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration, si un recours administratif a déjà été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

## **ARTICLE 20**

### **Information**

Une copie du présent arrêté est adressée :

- au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement,
- au Directeur de l'Office National des Forêts,
- au Directeur de l'Agence de l'Eau Rhin Meuse,
- au Président du Conseil Général du Haut-Rhin,
- au Président de la Chambre d'Agriculture du Haut-Rhin,
- au Président du Centre Régional de la Propriété Forestière.

## **ARTICLE 21**

### **Exécution de l'arrêté**

- le Secrétaire général,
- le Sous-préfet de l'arrondissement de Thann,
- le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé,
- le Directeur Départemental des Territoires,
- le Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations,
- les maires de Heimsbrunn, Reiningue et Schweighouse,

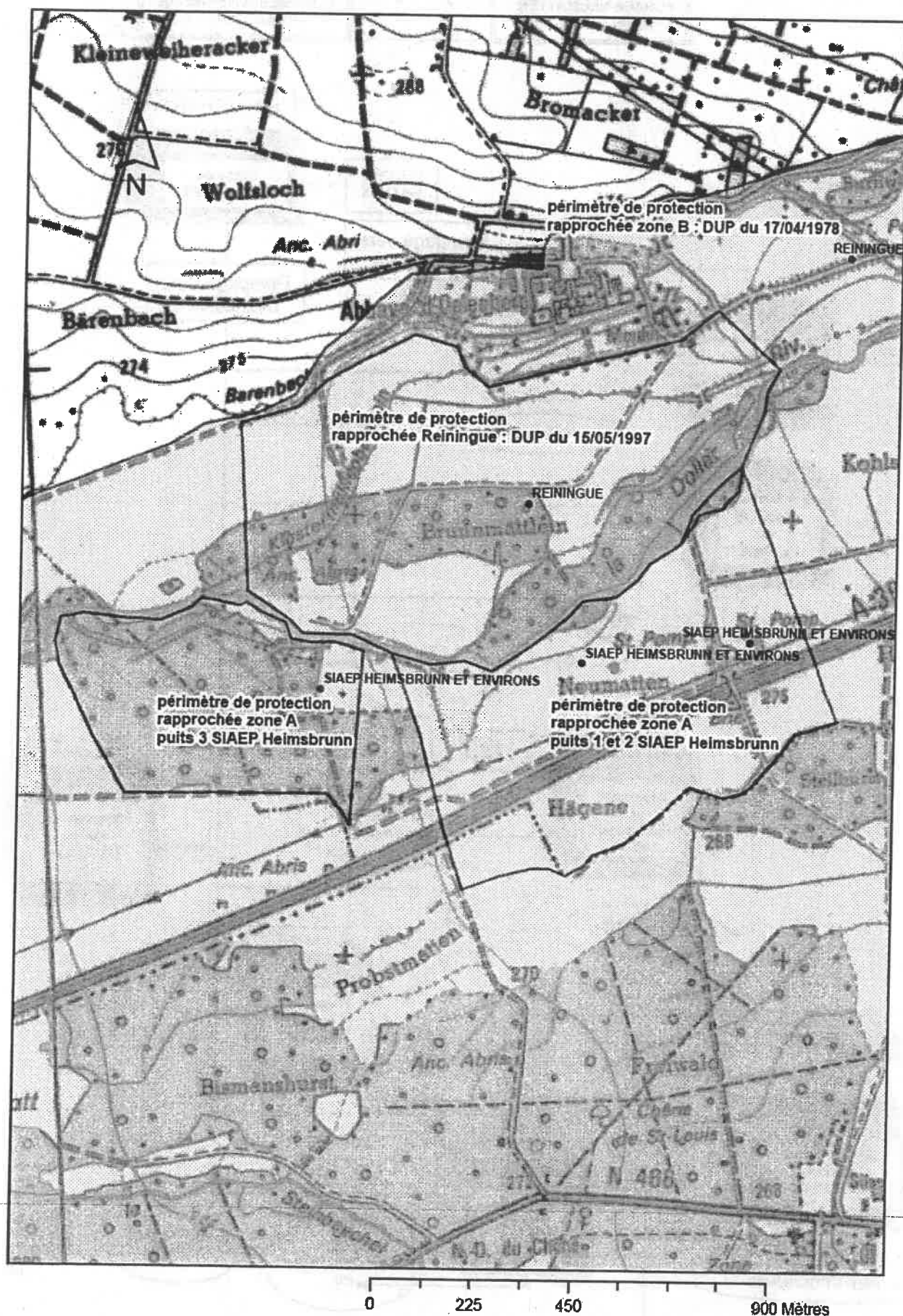
sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Haut-Rhin,

- dont une copie est notifiée au Président du Syndicat Intercommunal de Heimsbrunn et Environs
- dont une ampliation sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

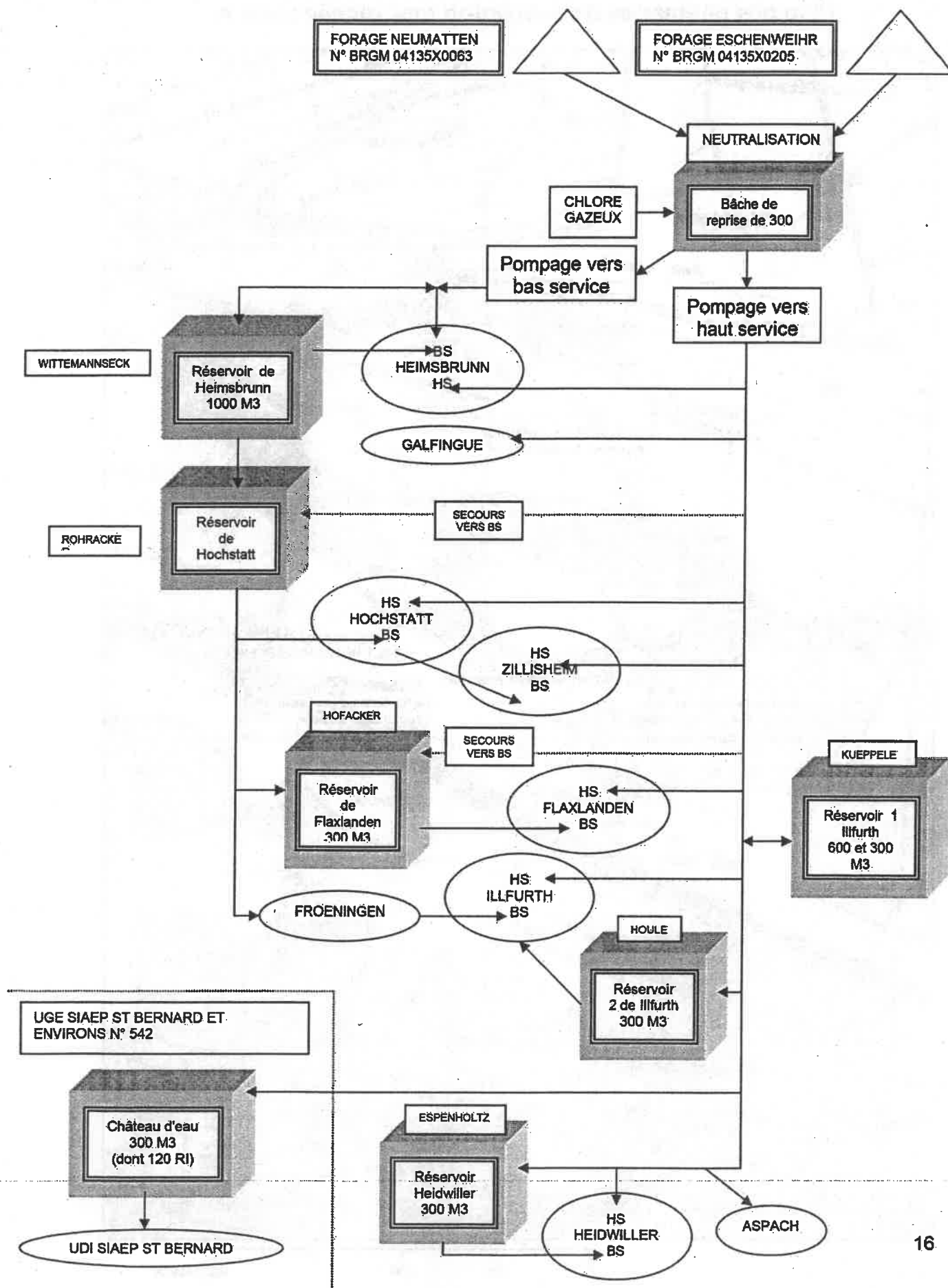
  
**Le Préfet,**  
Pour le Préfet  
et par délégation  
Le Secrétaire Général  
**Stéphane GUYON**



## Plan des périmètres de protection rapprochée zone A



## SCHEMA D'ALIMENTATION EN EAU DU S.D.E. HEIMSBRUNN ET ENVIRONS (UGE 552)



**Annexe 3**

**Etat parcellaire récapitulatif du périmètre de  
protection rapprochée zone A**

**Annexe 4**

**Plan parcellaire des périmètres de  
protection immédiate et rapprochée zone A**

THE UNIVERSITY OF CHICAGO PRESS  
CHICAGO, ILLINOIS 60607

THE UNIVERSITY OF CHICAGO PRESS  
CHICAGO, ILLINOIS 60607



Liberté - Égalité - Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LE PREFET DU HAUT-RHIN

AGENCE REGIONALE DE SANTE  
ALSACE

POLE SANTE ET RISQUES  
ENVIRONNEMENTAUX

## A R R E T E

n° 214 336 . 00 27 du - 2 DEC. 2014

*modifiant l'arrêté préfectoral n° 54815 du 17 avril 1978 portant déclaration d'utilité publique de la dérivation d'eaux souterraines et des périmètres de protection des points de prélèvements d'eau des captages de la Basse Vallée de la Doller pour le compte*

- o du S.I.A.E.P. de HEIMSBRUNN et ENVIRONS
- o de la Ville de MULHOUSE
- o des communes de MORSCHWILLER LE BAS et REININGUE

LE PREFET DU HAUT-RHIN

**Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite**

- Vu** le code de la santé publique et notamment ses articles L.1311-1, L.1312-1, L.1312-2, L.1321-1 à L.1321-5, L.1324-3, L.1324-4 et R.1321-1 à D1321-68 ;
- Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L.210-1, L.211-1 à L.211-3, L.211-5 à L. 211-11, L.214-1 à L.214-11, L.215-13, L.216-1 à L.216-13, R.122-8, R.214-1, R. 214-56 et R. 211-66 à R. 211-70;
- Vu** le code de l'urbanisme et notamment ses articles L. 421-1 et R. 422-2 ;
- Vu** le code de l'expropriation et notamment ses articles L11-1 à L11-8, L.13-2 et R. 11-1 à R. 11-31 ;
- Vu** le code du domaine de l'Etat et notamment l'article L. 51-1 ;
- Vu** le code forestier et notamment les articles L311-1, L312-1, L411-1 et R-412-19 à R. 412-27 ;
- Vu** le code minier et notamment l'article 131 ;
- Vu** le code de la route et notamment l'article R413-19 ;

- Vu** le décret n°2007-49 du 11 janvier 2007 relatif à la sécurité sanitaire des eaux destinées à la consommation humaine ;
- Vu** le décret n°2007-1581 du 7 novembre 2007 relatif aux servitudes d'utilité publiques instituées en vue d'assurer la protection de la qualité des eaux destinées à la consommation humaine et modifiant le code de la santé publique (dispositions réglementaires) ;
- Vu** l'arrêté du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche du 12 septembre 2006 relatif à la mise sur le marché et à l'utilisation des produits visés à l'article L 253-1 du code rural ;
- Vu** l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux prélèvements soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement et relevant des rubriques 1.1.2.0, 1.2.1.0, 1.2.2.0 ou 1.3.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;
- Vu** l'arrêté du Ministère de la Santé, de la Jeunesse et des Sports du 20 juin 2007 relatif à la constitution du dossier de demande d'autorisation d'utilisation d'eau destinée à la consommation humaine mentionnée aux articles R1321-6 à R1321-12 et R1321-42 du code de la santé publique ;
- Vu** l'arrêté SGAR n°2009-523 en date du 27 novembre 2009 portant approbation des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux des parties françaises des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse et arrêtant les programmes pluriannuels de mesures correspondants et son annexe ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°552/79 du 2 juillet 1979 portant Règlement Sanitaire Départemental ;
- Vu** l'arrêté préfectoral n°2013-021-0013 du 21 janvier 2013 organisant la police de l'eau dans le département du Haut-Rhin ;
- Vu** la lettre du 7 mai 2013 de M. Marc MAILLOT, secrétaire du CHSCT Norbert Dentressangle Hydrocarbures sis à SCHWOBEN relative à un problème de circulation sur l'A 36 entre Mulhouse Dornach et Burnhaupt-le-Haut ;
- Vu** les avis du maire de MULHOUSE en date du 14 octobre 2014, du Président du SIAEP de HEIMSBRUNN ET ENVIRONS en date du 29 août 2014 et du maire de MORSCHWILLER LE BAS en date du 21 août 2014 ;

**Considérant**

que la ressource est vulnérable aux pollutions de surface et que la production d'eau potable nécessite la mise en place de mesures visant la protection des ouvrages de captage et des bassins d'alimentation ;

**Considérant**

que la Ville de MULHOUSE, le S.I.A.E.P. de HEIMSBRUNN ET ENVIRONS, les communes de MORSCHWILLER LE BAS et REININGUE doivent pouvoir assurer les besoins en eau potable de la population et garantir la qualité des eaux destinées à l'alimentation humaine prélevées dans les captages situés sur les bans communaux de MULHOUSE et REININGUE ;

#### **Considérant**

- que sur l'autoroute A 36, dans la traversée des périmètres de protection rapprochée institués par l'arrêté préfectoral n° 54815 du 17 avril 1978, la vitesse est limitée à 50km/heure pour les camions transportant des produits nocifs pour la qualité des eaux ;
- que la section de l'A 36 est limitée à 110 km/h pour les véhicules de moins de 3,5 T ;
- que suivant le code de la route, la vitesse des PL de plus de 3,5 T y est limitée à 90 km/h et celle des transports de matières dangereuses à 80 km/h ;
- que toute limitation de vitesse particulière dans un flux constant est source d'accidents ;

Après communication du projet d'arrêté aux pétitionnaires ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur de Cabinet du Préfet du Haut-Rhin ;

## **A R R E T E**

#### **Article 1er**

L'alinéa d) de l'article 2.2.1.2.1. de l'arrêté préfectoral n° 54815 du 17 avril 1978 portant déclaration d'utilité publique de la dérivation d'eaux souterraines et des périmètres de protection des points de prélèvements d'eau des captages de la Basse Vallée de la Doller, ainsi libellé « *installation d'une signalisation limitant à 50 km/heure la vitesse des camions transportant des produits nocifs (hydrocarbures, produits chimiques toxiques, produits radioactifs ....)* » est supprimé.

#### **Article 2**

Le titre de l'article 2.2.2.3., ainsi libellé « *-Dans la traversée des zones B du périmètre de protection rapprochée, l'autoroute A 36 doit satisfaire aux prescriptions suivantes :* » est modifié de la façon suivante :

2.2.2.3 – « Dans la traversée des zones A et B du périmètre de protection rapprochée, les voies de circulation doivent satisfaire aux prescriptions suivantes : ».

#### **Article 3**

Le deuxième alinéa du paragraphe b de l'article 2.2.2.3. ainsi libellé « *Sur le C.D. entre MORSCHWILLER et LUTTERBACH la circulation des camions transportant des produits nocifs, (hydrocarbures, produits chimiques, produits radioactifs), est interdite. Sur toutes les autres routes et sur l'autoroute A 36 la vitesse des camions transportant des produits nocifs est limitée à 50km/heure.* » est modifié de la façon suivante :

« Sur la route départementale entre MORSCHWILLER et LUTTERBACH, la circulation des camions transportant des produits nocifs pour la qualité des eaux, (hydrocarbures, produits chimiques, produits radioactifs), est interdite.

Sur les routes à quatre voies et sur l'A36, la vitesse des camions transportant des produits nocifs pour la qualité des eaux est limitée à 80 km/heure.

Sur toutes les autres routes, la vitesse des camions transportant des produits nocifs pour la qualité des eaux est limitée à 50 km/heure.

Des panneaux signalant l'entrée et la sortie du périmètre de protection rapprochée, zone B, et les limitations de vitesse adéquates, seront mis en place ou actualisés sur l'ensemble des routes dans un délai d'un an à compter de la signature de l'arrêté modificatif.

Une permission de voirie préalable devra être sollicitée auprès des services compétents. »

#### **Article 4**

Le présent arrêté est transmis aux maires de la Ville de MULHOUSE, des communes de MORSCHWILLER LE BAS et REININGUE et au Président du S.I.A.E.P. de HEIMSBRUNN, en vue de:

- la mise en œuvre des dispositions de cet arrêté,
- la mise à disposition du public,
- l'affichage en mairies pendant une durée d'au moins 2 mois.

#### **Article 5**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois suivant la notification :

- a. soit gracieux auprès de Monsieur le Préfet du Haut-Rhin ;
- b. soit hiérarchique auprès du Ministre chargé de la Santé (Direction Générale de la Santé – SD7C - 8, avenue de Ségur – 75350 PARIS 07 SP).

La présente décision peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Strasbourg:

- c. dans un délai de deux mois à compter de la notification ;
- d. ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration, si un recours administratif a déjà été déposé, l'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois valant rejet implicite.

#### **Article 6**

Une copie du présent arrêté est adressée :

- au Directeur de l'Agence de l'Eau Rhin Meuse,
- au Directeur Départemental de la Cohésion Sociale et de la Protection des Populations du Haut-Rhin,
- au Président du Conseil Général du Haut-Rhin,
- au Directeur des Autoroutes Paris-Rhin-Rhône, 36 rue du Docteur Schmitt - 21850 SAINT APOLLINAIRE,
- au Directeur de l'agence APRR Rhin, ZAC de Valentin - 25048 BESANCON Cedex,

#### **Article 7**

- le Secrétaire Général de la Préfecture du Haut-Rhin,
- le Directeur Interdépartemental des Routes Est - Division d'Exploitation de Strasbourg,
- le Directeur Général de l'Agence Régionale de Santé d'Alsace,
- le Directeur Départemental des Territoires,



sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture du Haut-Rhin, dont une copie est notifiée au maître d'ouvrage et dont une copie sera tenue à la disposition du public dans chaque mairie intéressée.

**Le Préfet**



Pascal LELARGE

